



## ARRÊTÉ AB\_224\_2025

**Objet : Sondages géotechniques Quartier des Îles - parcelles AH133 134 et 140**

Monsieur le Maire de Bonneville

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212 — 1 et suivants ainsi que les articles L 2213-1 à L 2213-6

**VU** le Code de la Route

**VU** le Code de la Voirie Routière ;

**VU** la demande formulée par Halpades en date du 20 mars 2025 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient, pour des raisons de sécurité, d'autoriser l'entreprise mandatée par Halpades à occuper le domaine public au droit du quartier des Îles (parcelles AH133, 134 et 140) afin de procéder à des sondages géotechniques ;

### ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Du lundi 31 mars 2025 à 8h00 au lundi 7 avril 2025 à 17h00, l'entreprise mandatée par Halpades sera autorisée à occuper le domaine public au droit du quartier des Îles (parcelles AH133, 134 et 140) afin de procéder à des sondages géotechniques.

**ARTICLE 2 :** Sur la durée mentionnée à l'article 1, le cheminement piéton sera interdit et dévié en amont et en aval de chaque zone d'intervention. Le pétitionnaire s'engage à sécuriser le périmètre de chantier.

**ARTICLE 3 :** Cette prescription sera matérialisée par la pose d'une signalisation réglementaire à la charge du pétitionnaire qui sera tenu pour responsable des accidents pouvant survenir du défaut ou de l'insuffisance de la protection et de la signalisation du chantier.

**ARTICLE 4 :** Les dispositions définies par les articles ci-dessus prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**ARTICLE 5 :** Durant et à l'achèvement des travaux, le permissionnaire est tenu de procéder au nettoyage du domaine public et de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie ou à ses dépendances.

A défaut par le permissionnaire d'observer les prescriptions ci-dessus, les travaux seront effectués d'office par la Commune aux frais exclusifs des contrevenants après mise en demeure restée sans effet.

**ARTICLE 6 :** Toute infraction au présent arrêté est constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification. L'autorité compétente peut également être saisie d'un recours gracieux qui prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés, publié au recueil des actes administratifs et copie sera adressée à :

- Monsieur VALLI, Président de la Communauté de Commune Faucigny Glières ;
- Monsieur le Chef de la Police Intercommunale ;
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie ;

Mairie de Bonneville

2, Place de l'Hôtel de Ville - CS 70139

74130 Bonneville Cedex

Tél 04 50 25 22 00 - Fax 04 50 25 22 46

courrier@ville-bonneville.fr - www.bonneville.fr

- Monsieur le Commandant du Corps des Sapeurs-Pompiers de Bonneville ;
- Entreprise Ingéos ;
- Services municipaux ;

Fait à Bonneville, le